

BELGIQUE « L'UNITÉ ET UNE BONNE INFORMATION ONT ÉTÉ LES FACTEURS DÉTERMINANTS DE NOTRE VICTOIRE »

La Belgique a connu en 2017 et 2018 le même projet de saccage des retraites, dicté par les directives européennes. Mais la mobilisation des travailleurs a eu raison de cette réforme. Entretien éclairant avec **Raoul Hedebouw**, porte-parole du Parti des travailleurs belges (PTB).

ANTHONY DEHEZ / REPORTERS-REA



RAOUL HEDEBOUW
Porte-parole
du Parti des
travailleurs belges,
député fédéral
et responsable
du groupe
au Parlement

En mai 2018, vous avez réussi à bloquer un projet de réforme des retraites à points. Comment y êtes-vous parvenus ?

Tout a commencé par un discours du ministre des Pensions, Daniel Bacquellaine, le 28 octobre 2017. Il annonce la mise en place d'un projet de loi pour passer à un système de retraite à points avant la fin de l'année.

Très rapidement, les organisations syndicales et les partis politiques de gauche se mobilisent. Cela débouche sur une énorme manifestation, le 19 décembre à Bruxelles, qui rassemble plus de 40 000 personnes (11 millions d'habitants en Belgique – NDLR) contre la pension à points. Cette première mobilisation nous permet de véritablement mener une lutte de l'information. Nous avons réussi à coller à cette réforme l'étiquette de « pension tombola ». Car le calcul du montant de la retraite d'un salarié dépendait à la fin de sa carrière de la conjoncture économique et de l'espérance de vie. C'est à ce moment-là qu'il savait ce qu'il allait toucher. En gros, cela revenait à jouer le montant de la retraite à la roulette. Une mesure incroyable pour des gens qui ont travaillé toute leur vie.

Au terme de cette première action, le ministre a reculé, en

annonçant que le texte serait présenté en juin. De décembre 2017 à avril 2018, la période a été plus difficile. Il fallait expliquer aux gens ce que recouvrait une réforme à points. Il y avait énormément de confusion autour du point, sa valeur, les cotisations. Forcément, le gouvernement a voulu profiter de la situation et de la complexité de la réforme.

Nous avons distribué deux journaux à des centaines de milliers d'exemplaires qui détaillaient le projet de loi et ce nouveau système de retraite. Durant quatre mois, les syndicats et les partis de gauche ont mené cette campagne afin que chacun comprenne réellement ce qu'impliquait une telle réforme. Ce fut un travail de longue haleine mais ces explications nous ont permis de remporter la bataille de l'information.

L'unité du mouvement a été l'autre facteur de notre victoire, en parvenant à mobiliser aussi bien le secteur privé que le secteur public. L'exécutif a tout tenté pour nous diviser, en pointant des prétendus « privilégiés » et leurs régimes spéciaux, en jouant des secteurs d'activité contre d'autres... Mais les travailleurs ont tenu bon et se sont clairement opposés à la réforme afin de main-

tenir un système de pension publique et un minimum vital suffisant pour les pensions de tous. Cette unité a débouché sur une mobilisation de 80 000 personnes, le 16 mai 2018. Les gens ont été convaincus de la dangerosité de ce projet et le gouvernement l'a finalement enterré quelques jours après.

La France peut-elle s'inspirer de l'exemple belge, concernant la bataille de l'information en particulier ?

L'unité d'une part et d'autre part la guerre de l'information sont primordiales. Il faut également un objectif clair. Le mouvement en Belgique, malgré les différences sectorielles, s'est montré ferme quant au refus du système à points. Nous ne voulions pas d'une pension tombola. La bataille pour informer les travailleurs des dangers de cette réforme a été lancée tôt par les syndicats. Elle a surtout débuté dans les entreprises. Il est très important que la démocratie d'entreprise reprenne le dessus avec le droit d'information et en organisant des débats. Cette culture du débat syndical et politique est importante. Nous avons également été au contact de secteurs moins syndicalisés, moins consciencés.

Les deux journaux syndicaux ont joué un rôle important dans cette prise de conscience. Les interventions du Parti des travailleurs belges (PTB) au Parlement et sa fonction tribunitienne ont aussi joué un rôle. Des vidéos explicatives ont été visionnées plusieurs milliers de fois. Cela nous a permis de faire comprendre à l'opinion que la fluctuation du point revenait à un ajustement budgétaire automatique pour la pension des gens. Nous partions d'un système où l'on garantissait la retraite, construit à coups d'années de travail, pour le transformer en une variable budgétaire.

«Ce projet, que nous avons appelé “pension tombola”, revenait à jouer le montant de la retraite à la roulette! Comme en France, on parlait d'un système qui garantit la retraite pour le transformer en variable budgétaire.»

En France, la bataille commence à payer. Nous recevons énormément de messages nous demandant de faire part de notre expérience. Les travailleurs comprennent que nous devons nous servir de nos expériences respectives et de nos luttes pour nous entraider.

Pensez-vous qu'Emmanuel Macron, qui souhaite être le représentant des réformes libérales à l'échelle européenne,

veut apparaître comme celui qui a fait plier les syndicats ?

Certainement. On veut écarter la résistance du monde du travail et notamment français. Car, en 1995, il a montré comment mener une bataille et la remporter. Le mouvement des gilets jaunes a fait tache d'huile en Belgique. Le but du président des riches, M. Macron, est d'organiser une Europe pour les riches. Sa communication démontre qu'il n'a aucune conscience de la réalité de la société et des fractures sociales. C'est une même élite complètement déconnectée qui dirige dans l'ensemble des pays européens. Elle n'a aucune conscience de ce que signifie vivre avec de faibles salaires et pensions, de la pénibilité du travail... Il s'agit d'un mépris de classe.

Il est donc important que les travailleurs français gagnent cette bataille pour les autres travailleurs européens afin d'inspirer d'autres mouvements. Quand le ministre belge a déclaré que nos pensions étaient trop élevées, en alertant sur la part du PIB qui leur était consacrée, nous l'avons renvoyé à l'exemple positif de la France quant au montant des pensions et la part du budget alloué. Nous vous soutenons car cette bataille est européenne. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement français entreprend la même réforme qu'en Belgique. Les ministres appliquent des directives européennes et des recommandations qui émanent notamment de la Commission.

L'objectif est identique : faire travailler les gens plus longtemps pour moins de pension et de manière automatique. L'Europe impose ce système dans tous les pays. Il est donc intéressant que les travailleurs regardent ce qui se passe ailleurs, notamment quand des luttes fonctionnent. En Allemagne, ce système a provoqué un décrochage de 10 % des pensions par rapport aux salaires. Désormais, 2,7 millions des plus de 65 ans vivent sous le seuil de pauvreté. En Suède, les salariés travaillent jusqu'à plus de 70 ans pour toucher le même montant.

Comment créer et organiser davantage de solidarité entre travailleurs européens confrontés aux mêmes réformes libérales ?

Le mouvement français crée énormément d'enthousiasme en Belgique. Nous recevons d'innombrables messages. Je veux donc féliciter les travailleurs français pour leur résistance et leur combat. Nous devons nous inspirer de chacune de nos batailles en partageant nos expériences, nos informations, les décryptages de ces réformes. Il faut également être davantage présent dans chaque mouvement social entre organisations, partis, syndicats. Car la lutte passe par la connaissance. Il faudrait aussi envisager des mobilisations communes contre les réformes régressives. ★

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
VADIM KAMENKA**

vadim.kamenka@humadimanche.fr

À Bruxelles, le 16 mai 2018.



YVES HERMAN / REUTERS